

13 novembre 2003

Sous le coup d'une sanction du Conseil d'Etat pour des jeux de signatures douteux, le ministre des Affaires sociales, François Fillon, reconvoque les syndicats pour signer un nouveau texte. Il est agréé. Un nouveau recours a été déposé, mardi, auprès du Conseil d'Etat contre cette seconde mouture par la CGT-Spectacle.



Jean-Jacques Aillagon, 57 ans, UMP Professeur d'histoire-géographie aux lycées d'Egleton et de Tulle (1973-1976), directeur de la Vidéothèque de Paris (1992), directeur des Affaires culturelles à la mairie de Paris (1993-1996), président de Beaubourg (1996-2002), ministre de la Culture depuis mai 2002.

qu'une nébuleuse. On sait désormais qu'un éclairagiste ressemble davantage à un ouvrier qu'à un producteur, que tous les acteurs ne sont pas des vedettes capricieuses. Dans toute la France, des coordinations ont vu le jour. Elles ont désossé le protocole. Une contre-proposition a même été élaborée. Envoyée aux partis politiques, aux directions régionales des affaires culturelles comme au ministère, cette nouvelle plateforme a reçu un accueil chaleureux. Mais, jusqu'au bout, Jean-Jacques Aillagon a suivi la même tactique de fermeté: pas de place au doute, refuser toute réouverture des négociations, pour ne pas froisser le Medef et la CFDT, partenaires essentiels sur d'autres dossiers aux enjeux polémiques. Devant le risque de voir le texte invalidé par le Conseil d'Etat, les syndicats se sont à nouveau réunis mi-novembre pour résigner l'accord, expurgé des coquilles compromettantes.

Bloquer Cannes. Le texte appliqué, que reste-t-il aux intermittents? Pour beaucoup, la lutte n'est pas finie. La coordination organisait il y a deux jours une AG pour évoquer les actions à venir. On parle sérieusement du blocage du Festival de Cannes, de happenings sur les marches, ou de remettre ça à Avignon, face à une nouvelle direction, ce qui donnerait à ce romantisme intermittent à la Mandrin un caractère de *running gag*. Car, depuis l'annulation de la plus importante manifestation théâtrale l'été dernier, rien n'a changé: si, dans six mois, les mêmes forces sont en présence, les mânes de Jean Vilar auront du mouron à se faire.

On évoque aussi les recours juridiques: en décembre, les principaux partis politiques sont entrés dans la bataille. Ils ont envoyé à Chirac une lettre ouverte (signée par des élus de droite et de gauche) pour solliciter son arbitrage. Un comité de suivi a vu le jour, composé en partie de députés et maires UMP. L'idée de légiférer et de tracer une sorte de ligne Maginot autour des intermittents est dans l'air. Le protocole doit en outre être rediscuté dans deux ans. Rien ne dit que le déficit de l'Unedic aura alors diminué. L'éventualité de renvoyer les intermittents au statut d'intérimaires n'a sûrement pas été abandonnée. Mais, pour l'heure, en 2004, on comptera ceux qui auront laissé tomber, et ceux qui pourront continuer. ◆

B.M.

Manifester, une nouvelle forme de mise en scène

Récit, en saynètes, de cinq mois d'interventions diverses et variées.

Juillet, Avignon. Le festival implose. Chaque jour, les intermittents investissent le centre-ville, tiennent des tribunes publiques, inventent la manifestation-spectacle ou se couchent sur le sol, les corps entravés. La direction du festival annule toutes les représentations. Avignon marque les débuts tonitruants du spectacle révolté. Des rites se fondent: bâillonnés, de noir vêtus, à terre, silencieux, chuchotant, certains en pleurs, ils jouent «la mort» du spectacle dans les rues de la ville-théâtre.

Juillet, Chalon-sur-Saône. Le festival Chalon dans la rue est le cadre d'affrontements entre les compagnies grévistes et celles désirent jouer. Après deux jours de chaos, l'Armée de l'art voit le jour. Elle défile dans les rues du centre, brandissant ses slogans au pas cadencé. L'occupation de Chalon est déclarée. Elle dure dix jours.

Septembre, Caen. De retour d'Avignon où, gréviste, il n'a pas joué dans la Cour d'honneur, Eric Lacascade, directeur de la maison de la culture de Caen, se pose des questions dans une lettre adressée à ses collaborateurs: «*Ne pourrions-nous pas envisager la rencontre avec le public autrement qu'à travers 15 ou 20 spectacles programmés d'octobre à mai? Un CDN (centre dramatique national, ndlr) ne doit-il pas, pour rester vivant, mener une réflexion permanente sur comment rencontrer l'autre et, en même temps, comment rester au cœur du processus créatif?*»

Septembre, Audincourt. Jacques Livchine, directeur du théâtre de Montbéliard, envoie des *Nouvelles de l'unité*, une lettre circulaire en forme de journal. «*En grève signifiait aussi en rêve*», note-t-il. Et, avant d'appeler à des «*contre-assises de la culture*», il cite Henri Michaux: «*Je contre, je contre, je contre.*»

Octobre, Lorient. A la fin du spectacle de

Dubillard mis en scène par Eric Vigner, toute la troupe, machinistes compris, s'avance sur la scène du nouveau théâtre pour un dernier salut. L'un des acteurs s'adresse au public: «*Dans un théâtre comme celui-ci, il y a des permanents et des intermittents.*» Il se retourne vers ses camarades et ordonne: «*Les intermittents, sortez!*» Tous sortent, sauf deux. L'acteur regarde le public, ouvre les bras: «*Et voilà!*»

Octobre, Poitiers. Le Confort moderne, une salle dédiée aux musiques actuelles, instaure «l'euro consigné». Chaque spectateur donne un euro à l'entrée, avec la garantie de le récupérer à la sortie. Les organisateurs veulent démontrer le coût de la réforme sur le porte-monnaie du citoyen. Si, à la fin du spectacle, l'euro n'est pas récupéré, il est reversé à la coordination de la Vienne.

Octobre, Paris. A l'étroit dans leur ancien commissariat du III^e arrondissement, les intermittents s'invitent dans l'hôtel

En novembre, des intermittents s'invitent au journal de 20 heures présenté par David Pujadas, qui leur cède sa place. Les dirigeants de France 2 se font tirer les oreilles par Jean-Jacques Aillagon.

particulier de Gérard Depardieu, vers les beaux quartiers. Les tergiversations de la mairie de Paris leur font comprendre qu'ils gênent. Une compagnie de CRS les en persuade. Ils doivent changer de mode d'action, et réfléchissent à des interventions commandées moins naïves, plus préparées, où les RG et les CRS seraient plus déstabilisés qu'eux.

Novembre, Paris. Première de ces opérations: les intermittents s'invitent sur le plateau de *Star Academy* sur TF1. La production coupe la diffusion. Les vigiles haussent le ton. Les télévisions parlent d'«*un commando cagoulé et violent*». Une vidéo démontre le contraire: les intermittents ne connaissent rien au

kung-fu, même s'ils ont minutieusement préparé leur coup.

Novembre, Paris. Les voici sur le plateau de France 2, lors du journal télévisé présenté par David Pujadas qui, entouré de banderoles, doit céder son siège à Juliette. Les dirigeants de la chaîne se font tirer les oreilles par Jean-Jacques Aillagon pour ne pas avoir arrêté la diffusion.

Décembre, Paris. Un jeudi, tôt le matin, dans le jardin du Palais-Royal, des élèves du Conservatoire national supérieur d'art dramatique s'échauffent. Il y a là également des jongleurs, des acrobates qui entretiennent leur art, quotidiennement. Un cri part, une balle aussi. Un signe lancé vers les fenêtres du bureau du ministre de la Culture.

Décembre, Paris. Sur la scène du Studio, dans un recoin du théâtre de Chaillot, trois acteurs racontent des histoires de ver de terre et de singe (un spectacle de Jean-François Peyret). Entre deux répliques, ils murmurent entre eux: «*Il faudrait peut-être que l'on parle du protocole - oui il faudrait - mais comment?*» (ils disparaissent en coulisses). Tout est dit.

Décembre, Paris. Les élèves du Conservatoire supérieur d'art dramatique de Paris travaillent avec Jean-Marie Patte dans un atelier autour de Stéphane Mallarmé. Pendant les répétitions, ils sont tombés sur cette phrase du poète dans *Divagations*: «*La scène est le foyer évident des plaisirs pris en commun, la majestueuse ouverture sur le mystère dont on est au monde pour envisager la grandeur, cela même que le citoyen, qui en aurait une idée, se trouve en droit de réclamer à un Etat, comme compensation de l'amoindrissement social.*» Quand les spectateurs viendront les voir jouer, ils recopieront ces «*paroles de solidarité*». ◆

BRUNO MASI et JEAN-PIERRE THIBAUDAT

Vers un désengagement de l'Etat

Aillagon veut décentraliser au maximum et faire intervenir le privé.

Un nouvel hôtel de luxe? Des appartements de grand standing? Une boîte de nuit géante? Il va falloir songer à reconverter la surface occupée par le ministère de la Culture au Palais-Royal, puisqu'il serait voué à disparaître. Non pas que la tête de Jean-Jacques Aillagon vacille, mais le dossier des intermittents, laissés aux «bons soins» des partenaires sociaux, est venu raviver les craintes d'un déclin progressif de la politique cultu-

relle en France. Aillagon lui-même a fait de ce dossier (et du projet subséquent d'une loi d'orientation sur le spectacle vivant) le symbole d'un grand virage:

ANALYSE

«*C'est bien une page de l'histoire culturelle de la France contemporaine qui a été tournée. Il nous appartient désormais d'écrire la suivante, et de travailler en-*

semble à cette refondation», écrivait-il dans *Libération* le 8 août, tirant le bilan d'un début d'été particulièrement meurtrier pour les festivals et le prestige culturel de la France.

Mécénat. Mais quelle est la nature de cette «refondation»? Ses principaux axes ont été arrêtés dès novembre 2001, lors d'un forum du RPR sur la culture dont l'actuel pensionnaire de la rue de Valois était le maître d'œuvre (1). Tout a alors été dit très clairement. En sub- ◆◆◆

éditorial

PAR GÉRARD DUPUY

Irréductibles

Pour saluer l'an neuf, les irréductibles intermittents ont choisi pour cible la villa Médicis, symbole le plus éloquent du grand style avec lequel la République sait traiter les jeunes talents à distinguer. Loin de ces hauteurs romaines, leur exercice du métier d'artiste les rapproche du statut des salariés marginalisés, comme les abonnés des agences d'intérim. Malgré les coups de boutoir des annulations de festivals estivaux, leur mobilisation n'a pu empêcher la révision à la baisse de leur protection sociale.

En échange, si on peut dire, ils n'ont obtenu que l'ouverture d'une problématique concertation sur le spectacle vivant. Organiser un «grand débat national» semble devenu l'arme dilatoire préférée des ministres quand ils ne savent pas comment assumer une décision politique impopulaire tout en refusant de revenir dessus. Au bout du compte, personne n'en doute, chacun se retrouvera sur ses positions, mais la démocratie aura sauvé les apparences et les ministres gagnés de précieux mois de paix sociale. On comprend qu'en experts de la mise en scène, les militants de la coordination des intermittents rechignent à entrer dans la danse et que les responsables de programmation les imitent. En fait, derrière le conflit de l'été dernier et au-delà du règlement en vigueur dans la caisse d'assurance chômage, c'est toute la fabrique sociale des disciplines de performance qui a été mise sous les projecteurs, selon un éventail qui va du vrai créateur prolétarisé à l'authentique patron indélicat. Avec quels moyens la société répond-elle à la demande de culture qu'elle favorise par ailleurs? C'est la bonne question posée par les intermittents et elle reste ouverte.